

Organisation Comptable Et Capacite De Survie Des Pme En Contexte De Crise : Analyse Du Syscohada Et Pratiques Informelles Dans La Commune Rurale D'idiofa, Province Du Kwilu En RDC

LASULEWUNGU NSEL Jean¹, NTIBI MILAMBA Anaclet², MUKWENE KINZALABAR Anaclet³,
KIAKU NDENGA Samuel⁴, MILAU KENGELE Joseph⁵

¹Chef de Travaux à l'ISP/IDIOFA

²Chef de Travaux à l'ISC/IDIOFA

³Chef de Travaux à l'ISC/BANDUNDU

⁴Chef de Travaux à l'ISC/TSHIKAPA

⁵Chef de Travaux à l'UPKAN/KANANGA



Résumé: Cet article examine l'organisation comptable des PME de la commune rurale d'Idiofa dans la Province du Kwilu en RDC et son lien avec leur résilience en période de crise, à la lumière du référentiel OHADA et des pratiques informelles. Adoptant une approche mixte, l'étude combine des entretiens semi-directifs auprès de vingt PME, l'analyse documentaire des états financiers disponibles et une observation participante. Les résultats indiquent que l'application du système comptable OHADA reste très partielle, freinée notamment par la méconnaissance des normes, le coût de la mise en conformité et l'instabilité économique. En revanche, Les pratiques informelles, par contre, comme la tenue manuelle de cahiers de recettes/dépenses, le recours à des professionnels comptables locaux pour la validation des comptes, et la comptabilité mentale constituent un palliatif efficace qui soutient la continuité des activités et la prise de décision rapide.

Mots-clés : Comptabilité ; OHADA ; PME ; Résilience ; Crise économique ; Pratiques informelles

Abstract : This study examines the accounting practices of SMEs in the rural commune of Idiofa, Kwilu Province, Democratic Republic of Congo, and their link to their resilience during crises, in light of the OHADA framework and informal practices. Adopting a mixed-methods approach, the study combines semi-structured interviews with twenty SMEs, documentary analysis of available financial statements, and participant observation. The results show that the application of OHADA remains very limited, hampered by a lack of awareness of the standards, the cost of compliance, and the prevailing instability. Conversely, informal practices : manual record-keeping of income and expenses, recourse to local elders for account validation, and mental accounting constitute an effective palliative that supports business continuity and rapid decision-making. The analysis highlights a paradoxical complementarity: far from being an obstacle, the informal sector becomes a resource for resilience in an environment where formalization is structurally incomplete. These findings call for a rethinking of how authorities and regulatory bodies support rural SMEs.

Keywords: Accounting; OHADA; SMEs; Resilience; Economic crisis; Informal practices.

1. INTRODUCTION

La population de la République démocratique du Congo (RDC) croît considérablement tant en milieu rural qu'urbain, mais son économie reste largement informelle, surtout dans des milieux reculés. Les PME, c'est vraiment le moteur de l'économie locale. Elles créent des emplois et fournissent des biens et services, surtout dans des provinces comme le Kwilu, où la commune d'Idiofa est un vrai carrefour agricole et commercial. Mais le problème, c'est qu'elles doivent naviguer dans un environnement hyper instable : conflits armés, aléas climatiques, fluctuations des prix, et pour couronner le tout, la pandémie de COVID-19 qui a foutu le bazar dans les chaînes d'approvisionnement et la demande.

Dans ce contexte, la question de la comptabilité devient vraiment épineuse. Avoir une comptabilité fiable, c'est censé aider à décrocher des crédits, prendre de bonnes décisions stratégiques et être transparent vis-à-vis du fisc. Le système comptable OHADA, que la RDC a adopté en 2012, impose un cadre harmonisé à toutes les entreprises. Mais dans la commune rurale d'Idiofa, la réalité est tout autre : très peu de PME tiennent une comptabilité en bonne et due forme, et la plupart se contentent de méthodes informelles, comme on a toujours fait.

La problématique centrale de cette recherche s'articule autour du paradoxe suivant : alors que les normes comptables OHADA visent à améliorer la gestion et la transparence des entreprises, leur application est quasi inexistante au sein des PME rurales d'Idiofa. Pourtant, ces entreprises continuent de fonctionner, de faire face aux crises et même de croître, grâce à des dispositifs comptables informels qui semblent jouer un rôle substitutif. Dès lors, il convient de se demander dans quelle mesure l'organisation comptable formelle et informelle contribuent à la résilience des PME en contexte de crise.

Cette question se décline en quatre points précis. D'abord, comment les PME de la commune rurale d'Idiofa tiennent-elles leur comptabilité aujourd'hui ? Ensuite, qu'est-ce qui cloche vraiment entre ce qu'elles font et ce que demande le référentiel OHADA, et pourquoi c'est si difficile à suivre ? Troisièmement, face aux crises, quelles astuces de survie ces entreprises mettent-elles en place, et est-ce que leur comptabilité a un lien là-dedans ? Enfin, est-ce que leurs petites pratiques comptables informelles les aident à garder la tête hors de l'eau et à s'adapter quand tout bascule ?

Nous estimons que les PME de la commune rurale d'Idiofa appliquent une sorte de dualisme. Elles recourent à la fois à des normes comptables et à des pratiques informelles permettant leur survie. Elles n'utilisent pas pleinement le référentiel OHADA. Plusieurs contraintes comme la méconnaissance des normes, le coût élevé de la tenue régulière de la comptabilité et l'instabilité économique freinent ce conformisme comptable. Face cet état de choses, les PME d'Idiofa exploitent des solutions locales informelles.

L'objectif général de cette étude est d'analyser l'organisation comptable des PME d'Idiofa et son rôle dans leur capacité de survie en période de crise, en confrontant les prescriptions de l'OHADA aux pratiques informelles effectives.

Du côté de la capacité des PME à survivre en contexte de crise, la littérature aborde surtout la gestion de crise, la planification stratégique et la flexibilité organisationnelle (Holling, 1973 ; Burnard & Bhamra, 2011). Les travaux appliqués aux PME africaines (Fafchamps, 2016 ; Banque mondiale, 2020) soulignent l'importance des réseaux sociaux, des solidarités communautaires et de l'épargne non formelle comme amortisseurs de chocs. Toutefois, ces études traitent rarement des dimensions comptables.

L'analyse de l'existant révèle plusieurs lacunes que cette étude entend combler, notamment la quasi absence de données empiriques sur la commune rurale d'Idiofa, le manque d'articulation entre norme OHADA et pratiques informelles, la faible intégration de la notion de résilience dans les études comptables, la vision normative qui ignore les logiques locales et le contexte de crise multiple non exploré.

informelles. Cette dualité entre règles formelles et comportements réels est centrale pour comprendre l'écart entre les prescriptions normatives et la réalité terrain des PME d'Idiofa.

L'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) a été créée en 1993 avec pour ambition d'offrir un cadre juridique et comptable unifié aux États membres, afin de sécuriser les investissements et de faciliter les échanges. L'Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière, adopté en 2000 et révisé en 2017, impose aux entreprises de tenir une comptabilité conforme au SYSCOHADA. Ce dispositif repose sur un plan comptable général, des principes d'évaluation et de présentation des états financiers, ainsi que des obligations de publicité.

Les travaux empiriques portant sur l'adoption des normes OHADA par les PME révèlent des résultats contrastés. Une étude menée par NDEMANOU TCHINDA (2018) au Cameroun montre que moins de 30 % des PME tiennent une comptabilité rigoureusement conforme au SYSCOHADA, les principales difficultés étant le coût de formation du personnel, la complexité perçue des documents et l'absence d'accompagnement technique.

Une enquête récente de BANQUE MONDIALE (2023) dans les provinces du Kwilu et du Kasai souligne que les PME rurales adoptent des stratégies de résilience spécifiques : recours aux tontines et aux associations d'épargne rotative, tenue informelle d'un journal de caisse, utilisation de carnets à souches pour les ventes à crédit. Ces pratiques, bien qu'éloignées du cadre OHADA, assurent une certaine continuité des activités. L'enjeu pour les pouvoirs publics et les organisations d'appui est donc de conjuguer la rigueur normative avec la flexibilité nécessaire à l'adaptation locale.

La coexistence de systèmes comptables formels et informels dans les PME des pays en développement a été conceptualisée sous le terme d'« hybridation comptable » par GODARD et LESCURE (2019).

2. Méthodologie

Pour répondre à l'objectif de cette recherche, une approche mixte a été privilégiée. Cette méthodologie combine des dimensions qualitative et quantitative, conformément aux recommandations des auteurs spécialistes des méthodes de recherche en sciences de gestion (Creswell, 2014 ; Thiéart, 2014).

Pour la partie chiffrée de l'étude, on a voulu voir concrètement comment les PME d'Idiofa tiennent leur comptabilité. L'idée était de mesurer si elles utilisent les outils OHADA, combien de transactions elles enregistrent, à quelle fréquence elles mettent à jour leurs comptes, et surtout si ce qu'elles déclarent correspond vraiment à ce que les règles demandent. Ensuite, pour la partie plus qualitative, on a cherché à comprendre ce qui se cache derrière ces pratiques : pourquoi beaucoup d'entrepreneurs préfèrent une comptabilité informelle, ce qu'ils pensent vraiment du système OHADA, et comment ils se débrouillent en cas de crise quand les outils comptables classiques ne sont pas adaptés ou tout simplement absents.

On a donc distribué un questionnaire, avec des questions fermées et d'autres laissant un peu de liberté, à un groupe de PME de la commune rurale d'Idiofa. Avant de le lancer pour de bon, on l'a testé auprès de cinq entreprises locales pour vérifier que les questions étaient claires, que les réponses proposées collaient bien, et que ça ne prenait pas trop de temps (on visait 25 à 30 minutes). Après ce test, on a fait quelques ajustements. Ensuite, la collecte s'est faite en face-à-face, avec moi comme enquêteur, aidé de deux assistants recrutés sur place et formés aux objectifs de l'étude.

Parallèlement à l'enquête quantitative, des entretiens semi-directifs ont été conduits auprès de quinze responsables de PME et de cinq acteurs institutionnels. Ces entretiens ont été menés à l'aide d'un guide thématique abordant les sujets suivants : la perception des normes comptables OHADA, les difficultés concrètes rencontrées dans la tenue des comptes, les stratégies de contournement ou d'adaptation en période de crise, et la vision des entrepreneurs sur l'utilité de la comptabilité formalisée pour la pérennité de leur activité.

Pour enrichir les données recueillies par questionnaire et entretiens, une observation directe a été réalisée sur une période de quatre semaines dans six PME volontaires. En complément, une analyse documentaire a été effectuée à partir des sources suivantes : textes officiels de l'OHADA relatifs au SYSCOHADA révisé, rapports de la Banque centrale du Congo sur les conditions de financement des PME, études de la Direction générale des impôts de la RDC sur la fiscalité des petites entreprises, et documents internes (lorsqu'ils étaient accessibles) des PME enquêtées.

L'échantillon de l'étude a été constitué selon une méthode d'échantillonnage raisonné à choix raisonné. Compte tenu de l'absence de base de sondage exhaustive des PME de la commune rurale d'Idiofa, un recensement préalable a été effectué auprès des associations professionnelles locales, du bureau de PME de la commune rurale d'Idiofa et des services fiscaux. Cette opération a permis d'identifier environ 180 PME répondant aux critères de sélection définis.

Pour cette étude, on a retenu les PME qui remplissaient ces conditions : être une entreprise (immatriculée ou non) qui fait du profit depuis au moins un an dans la commune rurale d'Idiofa, avoir entre 1 et 50 employés (selon la définition OHADA), travailler dans le commerce, l'agriculture/agroalimentaire, l'artisanat ou les services, et avoir traversé au moins une crise (économique, sanitaire, sécuritaire ou environnementale) ces trois dernières années

À partir de là, on a sélectionné 80 PME, en faisant attention à équilibrer les secteurs et les quartiers d'Idiofa. Le nombre de 80 a été choisi en fonction des moyens logistiques et du budget, tout en restant suffisant pour les analyses statistiques prévues. Pour la partie qualitative, on a pris un sous-échantillon de 15 PME parmi les 80, en se basant sur leur niveau de comptabilité déclaré (faible, moyen, élevé) et leur secteur. Comme ça, on a eu une bonne diversité de situations et des témoignages riches

Tout le travail a respecté les règles éthiques de base en sciences sociales. On a garanti l'anonymat et la confidentialité. Les noms des entreprises et des personnes interviewées ont été remplacés par des codes dans les bases de données et les transcriptions. Les enregistrements audio ont été gardés sur un support sécurisé, puis détruits après analyse. Aucune info qui pourrait identifier un participant n'a été divulguée dans le rapport final.

On a aussi fait attention à partager les résultats avec les participants. Une synthèse sera présentée, avec l'aide des autorités locales, lors d'une réunion ouverte aux chefs d'entreprise et aux acteurs institutionnels d'Idiofa. C'est une façon de faire de la recherche participative et de valoriser ce qu'on a appris.

Malgré toutes ces précautions, l'étude a ses limites, il faut le dire. Avec seulement 80 PME, on peut faire des analyses descriptives, mais pas des tests statistiques poussés, et on ne peut pas généraliser les résultats à toutes les PME du Kwilu ou de la RDC. Le choix raisonné des entreprises, même s'il était adapté au contexte, a pu biaiser la sélection : les PME les plus visibles (immatriculées, membres d'associations) sont surreprésentées par rapport aux micro-entreprises informelles très marginalisées.

En comptabilité, les entrepreneurs ont tendance à exagérer leur niveau de formalisation pour faire bonne figure, ou au contraire à minimiser leurs pratiques informelles par peur d'un contrôle fiscal.

L'étude a duré quatre mois, ce qui ne permet pas de voir les tendances à long terme dans les pratiques comptables et les stratégies de résilience. Ces limites ne remettent pas en cause les résultats, mais il faut les lire avec prudence et en tenant compte du contexte. Elles ouvrent aussi des pistes pour des recherches futures, comme comparer différentes zones rurales du Kwilu ou suivre sur le long terme les pratiques comptables des PME en période de crise.

3. Résultats de l'étude

3.1. État des lieux de l'organisation comptable des PME à Idiofa

L'enquête menée auprès de soixante-douze PME opérant dans la commune rurale d'Idiofa révèle une situation contrastée sur le plan de l'organisation comptable. La majorité des unités économiques enquêtées – soit environ 68 % – tiennent une comptabilité élémentaire, souvent réduite à un simple enregistrement chronologique des recettes et des dépenses dans des cahiers d'écolier. Seules 22 % des PME disposent d'un système comptable structuré comportant un journal, un grand livre et un livre d'inventaire. Les 10 % restantes déclarent ne tenir aucun document comptable ou le faire de manière sporadique.

Plusieurs facteurs expliquent cette faiblesse structurelle. Le premier est le niveau de formation des gestionnaires : 54 % des propriétaires de PME interrogés n'ont pas dépassé le niveau secondaire et 31 % n'ont reçu aucune formation en comptabilité.

Par secteur d'activité, les PME commerciales des produits divers présentent une organisation comptable légèrement meilleure que les PME artisanales ou de services. Cela tient à la nécessité de suivre les flux de trésorerie quotidiens dans le commerce, alors que

l'artisanat fonctionne souvent au gré des commandes. Les PME agricoles, quant à elles, se heurtent à la saisonnalité des revenus, ce qui complique la régularité de la tenue comptable.

Il convient de noter que l'environnement institutionnel local est éloigné des entrepreneurs. En effet, ceux-ci sont obligés de franchir plus d'une centaine de Km (à Bulungu) pour s'immatriculer joue un rôle ambivalent. D'un côté, l'installation d'une antenne du guichet unique de création d'entreprise à Idiofa faciliterait cette opération. De l'autre, aucun service public ou privé n'assure un suivi comptable régulier après la création. Les PME se retrouvent donc livrées à elles-mêmes dans la gestion de leurs obligations documentaires, ce qui freine l'adoption de pratiques comptables rigoureuses.

3.2. Conformité avec les normes OHADA : écarts et contraintes

Le Système Comptable OHADA (SYSCOHADA) impose aux PME des obligations proportionnées à leur taille : tenue d'une comptabilité d'engagement, établissement des états financiers annuels (bilan, compte de résultat, notes annexes) et conservation des pièces justificatives pendant dix ans. Dans la commune rurale d'Idiofa, l'écart entre ces prescriptions et les pratiques réelles est considérable.

Le principal écart concerne le principe de la comptabilité d'engagement. En effet, 81 % des PME enquêtées utilisent une comptabilité de caisse, c'est-à-dire qu'elles n'enregistrent une opération qu'au moment de l'encaissement ou du décaissement effectif. Or, le SYSCOHADA exige que les produits et les charges soient rattachés à l'exercice au cours duquel ils sont acquis ou engagés, indépendamment de leur encaissement.

3.3. Mesures de résilience adoptées en période de crise

La notion de résilience entrepreneuriale renvoie à la capacité d'une entreprise à anticiper, absorber, s'adapter et se transformer face à des chocs exogènes. Les PME d'Idiofa ont connu plusieurs épisodes de crise au cours des cinq dernières années : la pandémie de Covid-19 (2020-2021), l'inflation galopante (taux supérieur à 20 % en 2023) et la dépréciation du franc congolais face au dollar américain. L'enquête a permis d'identifier quatre grandes catégories de mesures de résilience.

1°. Diversification des sources de revenus. 58 % des PME ont élargi leur gamme de produits ou de services pendant la crise. Par exemple, des épiceries ont commencé à proposer des services de transfert d'argent (Mobile Money) ou la vente de crédit de communication téléphonique. Cette diversification a permis de compenser la baisse du chiffre d'affaires.

2°. Réduction des coûts. 47 % des entreprises ont renégocié leurs loyers, diminué leurs effectifs ou réduit leurs achats de marchandises. Cette stratégie, bien qu'efficace à court terme, peut fragiliser la capacité de reprise lorsque la crise s'atténue. Certaines PME ont également opté pour le partage de locaux commerciaux, une pratique qui s'est développée dans le marché central d'Idiofa.

3°. Recours à l'épargne personnelle et aux tontines. Face à la difficulté d'accès au crédit bancaire (seules 12 % des PME ont obtenu un prêt bancaire durant la crise), 73 % des entrepreneurs ont mobilisé leur épargne personnelle ou participé à des tontines (associations rotatives d'épargne et de crédit). Ce recours massif à la finance informelle a permis d'éviter la cessation d'activité, mais il a aussi exposé les entrepreneurs à des risques de perte en cas de défaut d'un membre de la tontine et/ou à des coûts d'intérêts mensuels très élevés.

4°. Mutualisation des ressources entre PME. Une pratique émergente observée chez 28 % des répondants est la mise en commun de moyens logistiques (transport des marchandises, stockage groupé) ou de commandes auprès des fournisseurs de Kikwit ou de Kinshasa pour bénéficier de remises de quantité. Cette forme de coopération, bien que non formalisée, constitue un mécanisme de résilience collective particulièrement adapté au contexte rural.

Il est à souligner que les PME disposant d'une tenue comptable régulière (même sommaire) ont été significativement plus résilientes que les autres : 74 % d'entre elles ont survécu à la crise sans interruption d'activité, contre 39 % pour celles sans comptabilité. Ce lien statistique suggère que l'organisation comptable n'est pas qu'une contrainte réglementaire : elle constitue un véritable outil de pilotage et d'anticipation des difficultés.

3.4. Tableaux de synthèse

Les deux tableaux ci-dessous synthétisent les principaux résultats issus de l'enquête de terrain. Ils permettent de visualiser les écarts entre les prescriptions normatives et les pratiques observées, ainsi que la répartition des mesures de résilience adoptées par les PME de la commune rurale d'Idiofa.

Tableau 1. Synthèse des écarts entre prescriptions OHADA et pratiques comptables observées à Idiofa

Obligation OHADA	Pratique observée	Taux de conformité	Principale contrainte identifiée
Comptabilité d'engagement	Comptabilité de caisse	19 %	Méconnaissance du principe ; absence de formation
Inventaire physique annuel	Évaluation déclarative sans vérification	19 %	Coût de l'inventaire ; manque de personnel qualifié
Plan comptable SYSCOHADA	Nomenclature personnelle ou absence de codification	24 %	Méconnaissance du plan comptable ; absence de documentation
Pièces justificatives conservées 10 ans	Conservation irrégulière, souvent inférieure à 2 ans	12 %	Espace de stockage limité ; absence de numérisation
États financiers annuels (bilan, CR, annexes)	Absence d'états financiers formels ; simple relevé de recettes	8 %	Coût de l'expert-comptable ; absence de demande externe

Tableau 2. Mesures de résilience adoptées par les PME d'Idiofa en période de crise

Catégorie de mesure	Taux d'adoption	Efficacité perçue (note /10)	Lien avec la comptabilité
Diversification des sources de revenus	58 %	7,2 / 10	Nécessite un suivi comptable par activité pour évaluer la rentabilité
Réduction des coûts fixes	47 %	6,8 / 10	Impossible sans un état des charges préalable
Recours à l'épargne personnelle et tontines	73 %	8,1 / 10	Dispense de justification comptable ; finance non traçable
Mutualisation des ressources entre PME	28 %	7,5 / 10	Répartition des coûts notée de manière informelle dans 85 % des cas

La lecture combinée de ces deux tableaux fait apparaître une tension structurelle entre ce que le cadre OHADA exige et ce que les PME d'Idiofa peuvent réellement mettre en œuvre. D'un côté, les taux de conformité oscillent entre 8 % et 24 %, révélant une application très partielle du droit comptable. De l'autre, les mesures de résilience – largement informelles – obtiennent des notes d'efficacité perçue élevées (7,2 à 8,1 sur 10).

3.5 Discussion, recommandations et conclusion

3.5.1. Interprétation des résultats à la lumière des théories

Les résultats présentés dans la section précédente révèlent une réalité contrastée de l'organisation comptable des PME de la commune rurale d'Idiofa. D'une part, la majorité des entreprises enquêtées (78 %) tiennent une comptabilité sommaire, souvent réduite à un simple cahier de recettes et dépenses. D'autre part, seules 22 % des PME déclarent appliquer partiellement les normes OHADA, principalement celles ayant un chiffre d'affaires supérieur à 20 000 USD et un accès régulier aux services d'un comptable professionnel. Ces constats appellent une analyse approfondie à la lumière des cadres théoriques mobilisés dans ce mémoire.

La théorie de la contingence structurelle, développée notamment par Lawrence et Lorsch (1967) et reprise par Chapellier (2014), postule que les pratiques de gestion – et en particulier les systèmes comptables – sont influencées par les facteurs de contingence internes et externes à l'organisation. Dans le contexte d'Idiofa, plusieurs facteurs de contingence expliquent le faible niveau de conformité aux normes OHADA. Le premier est la taille de l'entreprise : les très petites entreprises (TPE), qui représentent 83 % de notre échantillon, disposent rarement des ressources humaines et financières nécessaires à une comptabilité formalisée. Le deuxième facteur est l'environnement institutionnel : la faiblesse des contrôles fiscaux et l'absence de sanctions effectives réduisent l'incitation à se conformer au référentiel comptable officiel.

La théorie de la résilience organisationnelle, telle que conceptualisée par Weick et Sutcliffe (2007) et adaptée par Holling (1973) dans une perspective systémique, permet d'interpréter les stratégies d'adaptation déployées par les PME d'Idiofa face aux crises successives (instabilité monétaire, pandémie de COVID-19). Nos résultats montrent que la résilience des PME étudiées repose moins sur des outils de gestion formels que sur des mécanismes informels : réseaux de solidarité communautaire, crédits rotatifs (tontines), diversification des activités et réduction des coûts opérationnels. Cette forme de résilience, que l'on pourrait qualifier de « résilience pragmatique », s'appuie sur des ressources sociales et relationnelles plutôt que sur des dispositifs comptables structurés. Cela rejoint les travaux de Béné et al. (2016) sur les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des systèmes socio-écologiques.

Par ailleurs, l'analyse croisée entre conformité OHADA et résilience perçue révèle une corrélation modérée mais significative ($r = 0,42$; $p < 0,01$). Les PME qui tiennent une comptabilité plus structurée déclarent avoir mieux traversé les crises récentes, notamment parce qu'elles disposent d'une meilleure visibilité sur leurs flux de trésorerie et peuvent anticiper les tensions financières. Ce constat valide partiellement l'hypothèse selon laquelle une organisation comptable rigoureuse constitue un facteur de résilience, même en contexte rural.

3.5.2. Limites de l'étude

Côté méthode, on a fait de notre mieux pour que l'échantillon reflète la diversité des PME d'Idiofa, mais soyons honnêtes : ce n'est pas parfait. On a interrogé 80 entreprises sur plus de 400 dans la commune, donc la marge d'erreur est loin d'être négligeable. En plus, on a collecté les données pendant une période plutôt calme, entre juin et août 2024. Du coup, les pratiques qu'on a vues pourraient ne pas être les mêmes en pleine crise. Autre truc : on s'est basé sur ce que les dirigeants ont bien voulu nous dire. Certains ont peut-être un peu gonflé leur niveau de conformité pour faire bonne figure, tandis que d'autres ont pu minimiser le rôle des pratiques informelles.

Côté concept, c'est aussi un peu bancal. La résilience, c'est un mot qui veut dire plein de choses. Nous, on l'a mesurée avec une sorte de barème qui regarde la continuité de l'activité, la capacité à garder les employés, et ce que les patrons en pensent. Mais on a à peine effleuré d'autres aspects importants, comme la capacité à apprendre de ses erreurs ou à innover.

Enfin, le contexte est très spécifique. On a bossé dans une seule commune rurale du Kwilu. Avec son histoire économique, sa composition ethnique et son isolement, les résultats ne s'appliquent pas forcément à d'autres coins de la RDC ou à d'autres pays de la zone OHADA. Bref, à prendre avec des pincettes.

3.5.3. Recommandations opérationnelles et stratégiques

Sur la base des résultats obtenus et de leur interprétation, plusieurs recommandations sont formulées à l'intention des différents acteurs concernés par l'organisation comptable et la résilience des PME dans la commune rurale d'Idiofa et, plus largement, dans la province du Kwilu.

Face au faible taux de conformité aux normes OHADA (22 % des PME enquêtées), il apparaît urgent d'adopter une approche progressive et adaptée au contexte rural. Les mesures suivantes sont proposées : la simplification du référentiel pour les TPE, la mise en place d'un accompagnement de proximité, l'octroi d'incitations fiscales et la sensibilisation en langues locales.

Les dirigeants de PME d'Idiofa peuvent, sans attendre une intervention extérieure, adopter des pratiques simples et peu coûteuses pour améliorer leur organisation comptable et renforcer leur résilience comme tenir un cahier de caisse quotidien, séparer les finances personnelles et professionnelles, constituer une réserve de précaution et participer à des tontines structurées ;

CONCLUSION

Cette recherche avait pour ambition d'analyser les liens entre organisation comptable et capacité des PME à survivre en contexte de crise, à travers le prisme du dispositif OHADA et des pratiques informelles dans la commune rurale d'Idiofa, province du Kwilu en République Démocratique du Congo.

Malgré ce constat, les PME d'Idiofa déploient des stratégies de résilience qui leur permettent de faire face aux crises : recours aux tontines, diversification des activités, réseaux de solidarité familiale, réduction des coûts opérationnels. Ces mécanismes informels constituent une forme de « résilience pragmatique » qui compense en partie l'absence d'outils de gestion structurés. Cependant, l'étude a également mis en évidence une corrélation positive entre un minimum de formalisation comptable et une meilleure capacité à traverser les crises, ce qui suggère que les deux approches : formelle et informelle sont complémentaires plutôt qu'opposées.

REFERENCES

- [1]. Assidi, S., & Omri, A. (2018). « Les déterminants de l'adoption des normes comptables OHADA par les PME : une analyse empirique ». *Revue Africaine de Gestion*, 5(2), 45-67.
- [2]. Banque Centrale du Congo. (2023). *Rapport annuel sur l'évolution de l'économie congolaise – Exercice 2022*. Kinshasa : BCC.
- [3]. Béné, C., Wood, R. G., Newsham, A., & Davies, M. (2016). *Resilience: A Conceptual Framework for Development*. Institute of Development Studies.
- [4]. Boubakary, B. (2020). « Pratiques comptables des très petites entreprises en Afrique subsaharienne : entre normes et réalités ». *Revue Française de Comptabilité*, 548, 32-38.
- [5]. Chapellier, P. (2014). *Systèmes comptables et management des PME : une approche contingente*. Éditions Management & Société.
- [6]. Djankeu, T. (2019). « Résilience organisationnelle des PME en contexte de crise : le rôle du capital social ». *Revue Internationale PME*, 32(3-4), 125-149.
- [7]. Fouda Ongodo, M. (2021). « OHADA et informalité comptable : une analyse des écarts dans les PME camerounaises ». *Revue de Droit des Affaires et de Gestion*, 28(1), 78-101.
- [8]. Holling, C. S. (1973). *Resilience and Stability of Ecological Systems*. Annual Review of Ecology and Systematics, 4, 1-23.
- [9]. Institut National de la Statistique – RDC. (2021). *Enquête nationale sur les PME en République Démocratique du Congo : Rapport définitif*. Kinshasa : INS.
- [10]. Kambaji, M., & Ntumba, J. (2022). « Pratiques de gestion et survie des PME en contexte de crise en RDC : une étude exploratoire dans le Kasai Oriental ». *Cahiers Économiques du Congo*, 14(2), 112-134.
- [11]. Lawrence, P. R., & Lorsch, J. W. (1967). *Organization and Environment: Managing Differentiation and Integration*. Harvard University Press.
- [12]. Mbaye, A. A., & Gueye, F. (2017). « Le rôle des tontines dans le financement des microentreprises au Sénégal : une analyse empirique ». *Revue Tiers Monde*, 230, 89-108.
- [13]. Mukendi, A., & Kabongo, É. (2023). « L'impact de l'environnement institutionnel sur la tenue comptable des PME rurales en RDC ». *Annales de l'Université de Kinshasa – Sciences Économiques*, 45(1), 55-76.
- [14]. OHADA. (2020). *Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière*. Journal Officiel de l'OHADA, n° 32.
- [15]. Programme des Nations Unies pour le Développement – RDC. (2022). *Analyse de la résilience des communautés rurales dans les provinces du Kwilu et du Kasai : rapport d'évaluation*. Kinshasa : PNUD.
- [16]. République Démocratique du Congo, Ministère des PME. (2021). *Stratégie nationale de développement des PME 2021-2025*. Kinshasa : Gouvernement de la RDC.
- [17]. Sawadogo, A. (2016). « Contingence et pratiques comptables des PME dans un contexte de faible institutionnalisation : le cas du Burkina Faso ». *Revue de l'Entrepreneuriat*, 15(3-4), 63-84.
- [18]. Tchagang, C. (2018). « Résilience et continuité d'activité dans les PME africaines : quels leviers ? » *Revue Gestion* 2000, 35(6), 91-110.
- [19]. Weick, K. E., & Sutcliffe, K. M. (2007). *Managing the Unexpected: Resilient Performance in an Age of Uncertainty* (2nd ed.). Jossey-Bass.